

ROSA Newsletter



RÉSEAU OPÉRATIONNEL DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

A partir d'octobre, l'envoi de la newsletter se fera exclusivement à travers Capacity4Dev.

Si vous souhaitez continuer à la recevoir, vous devez [vous inscrire sur capacity4dev](#) et rejoindre le groupe [Food & Nutrition Security - ROSA](#)

Numéro 46 | Septembre 2013

AU SOMMAIRE : Zoom sur les programmes agricoles sensibles à la nutrition > Vers l'année internationale de l'agriculture familiale > Agenda > Actualités du réseau

ZOOM

Comment générer des impacts nutritionnels via les programmes de développement agricole : état des lieux de la littérature

Pour répondre à cette question, s'est développée depuis plusieurs années une littérature relativement abondante formalisant ou re-formalisant les liens entre agriculture et nutrition au sein des institutions de développement. Ces dernières, pressées par les faibles résultats obtenus quant aux objectifs de réduction de la faim, se sont engagées dans plusieurs initiatives (défi « faim Zero », SUN Movement, 1,000 Days Partnership, Forum sécurité alimentaire et nutrition, etc.), et ont interrogé les conditions nécessaires pour générer des impacts nutritionnels positifs dans les programmes de développement agricole.

En 2013, plusieurs travaux ont été publiés¹ présentant des principes et des recommandations pour améliorer les impacts nutritionnels dans les programmes de développement agricole. La FAO a publié une revue de littérature relativement exhaustive sur ce sujet (*Synthesis of Guiding Principles on Agriculture Programming for Nutrition*, FAO, 2013) qui met en lumière les consensus entre les différentes recommandations formulées ; la Banque mondiale a publié *Improving nutrition through multisectoral approaches* et consacre un des axes à l'approche agricole. Le Comité permanent de la nutrition des Nations Unies (UNSCN) a également édité des recommandations clés pour améliorer la nutrition à travers l'agriculture (*Key Recommendations for Improving Nutrition through Agriculture*).

Ce Zoom est l'occasion de rappeler ces recommandations largement partagées.

Planifier pour favoriser l'apparition d'impacts nutritionnels

Fixer des objectifs et des résultats prenant en compte la nutrition

Les acteurs préconisent la conception de programmes intégrant de manière cohérente à la fois des objectifs agricoles et des objectifs nutritionnels. Il ne s'agit pas de concevoir un programme agricole et d'y accoler quelques activités nutritionnelles mais à l'inverse, de concevoir le programme comme un ensemble, en identifiant des résultats pouvant avoir un effet direct sur l'état nutritionnel des bénéficiaires : augmentation des

Le ROSA est
une initiative de la :



COMMISSION
EUROPÉENNE

¹ Voir la bibliographie à la fin du Zoom.

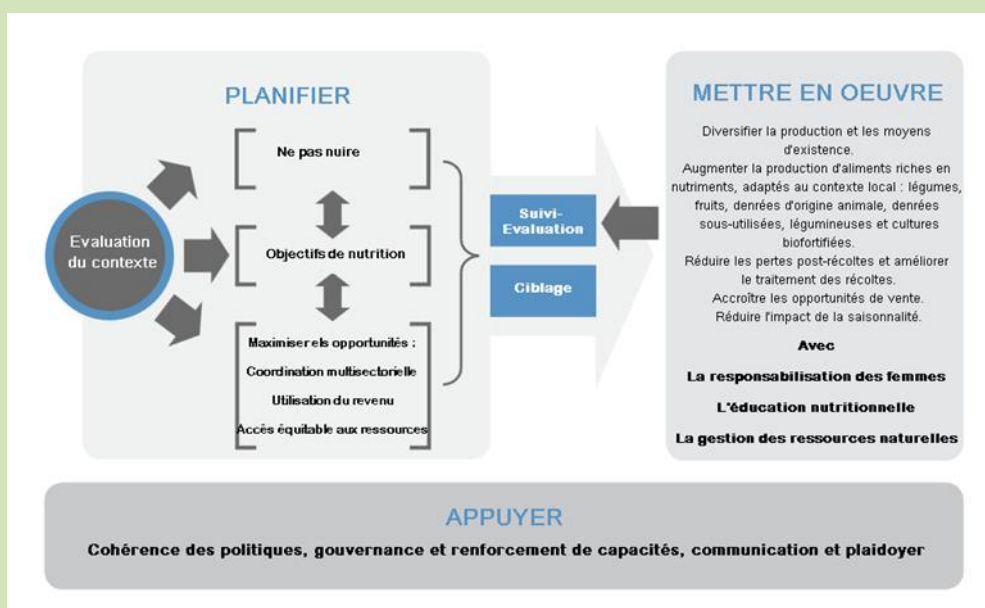
revenus dédiés à l'alimentation et aux soins des différents membres du ménage, diversification du panier alimentaire produit et autoconsommé, promotion de cultures à forte valeur nutritionnelle.... Ces résultats prenant en compte les enjeux nutritionnels vont varier en fonction de la finalité des programmes de développement agricole.

Ceci demande donc une réflexion initiale importante et un véritable changement de paradigme dans les approches et politiques nationales agricoles qui doivent développer et intégrer dans leur contenu une vision du rôle de l'agriculture en tant que moyen d'amélioration de la nutrition.

Un ciblage adapté à ces objectifs

Encadré 1 : Le cadre programmatique développé par la FAO

Dans le schéma ci-après, la FAO présente un cadre programmatique pour concevoir et réaliser des programmes agricoles sensibles à la nutrition et où l'amélioration de la nutrition n'est plus un effet indirect du programme mais bien un résultat à atteindre.



Adapté de *Synthesis of Guiding Principles on Agriculture Programming for Nutrition*, FAO, 2013

On retrouve dans ce schéma l'importance de l'intégration d'objectifs nutritionnels et d'un ciblage adéquat issu d'une phase évaluation préalable du contexte diagnostiquant les problèmes agricoles et nutritionnels.

La difficulté réside également dans le ciblage des populations concernées par les différents objectifs et activités. Les cibles et bénéficiaires d'une approche agricole ne sont pas toujours les mêmes que ceux visés par une approche nutritionnelle. Un programme agricole cible plutôt des groupes d'agriculteurs des associations professionnelles, une communauté villageoise, alors qu'un programme de lutte contre la malnutrition va cibler de manière privilégiée les enfants de moins de 5 ans, ainsi que les femmes enceintes et allaitantes. La réconciliation entre ces populations cibles dans un programme agricole sensible à la nutrition demande des compromis tant dans les objectifs agricoles que nutritionnels et peut par exemple prendre la forme d'un programme visant de petits producteurs agricoles aux familles vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Par ailleurs, le document de référence d'EuropeAid sur la nutrition publié en 2011 souligne que l'autonomisation des femmes et le renforcement de leur rôle en tant qu'acteurs économiques sont des points d'entrée majeurs pour améliorer la nutrition via l'agriculture.

Un suivi et des indicateurs spécifiques

Même lorsque des programmes agricoles peuvent être considérés comme sensibles à la nutrition, on constate que ces programmes intègrent rarement des indicateurs propres à la nutrition. L'absence de dispositif de suivi évaluation adapté aux objectifs et résultats nutritionnels défavorisent l'attention portée aux enjeux nutritionnels, l'identification et la quantification des impacts potentiels.

Une approche multisectorielle de la lutte contre la malnutrition

La malnutrition maternelle et infantile résulte d'interactions entre des facteurs présents à différents niveaux, parmi lesquels les politiques inadaptées, la pauvreté monétaire, les régimes alimentaires de mauvaise qualité, la discrimination liée au genre et le manque d'accès aux services de base². Étant donné cette complexe interaction de causes, une approche multisectorielle est nécessaire pour lutter efficacement contre la malnutrition.

Dans la phase de planification, ce caractère multisectoriel doit être pris en compte afin de définir des objectifs réellement atteignables dans le secteur spécifique de l'intervention. Cela implique aussi de prévoir, en amont de la mise œuvre, la manière dont sera organisée la coordination multisectorielle (agriculture, développement rural, santé, eau et assainissement, éducation et protection sociale) permettant une action efficace sur la nutrition.

Prévenir les effets non-désirés (« ne pas nuire »)

Les programmes de développement agricole peuvent avoir des effets non intentionnels et/ou effets pervers qui présentent des risques pour la santé, les systèmes de production et l'organisation de la vie quotidienne des ménages, impactant le niveau nutritionnel des bénéficiaires. Pour limiter l'apparition de ces effets et ne pas nuire, il est souvent préconisé durant la phase de planification d'identifier les effets potentiels (en fonction du contexte local) et de prévoir un plan d'atténuation.

Une mise en œuvre adaptée pour générer des impacts nutritionnels

Encadré 2 : Rappel des multiples rôles des femmes dans la nutrition

Les femmes sont les plus à même d'influencer le niveau nutritionnel de leurs enfants et de leur famille et ce, à travers trois postures en tant que :

- Mère : les périodes critiques de vulnérabilité sont celles de la grossesse et de la primo-enfance (avant l'âge de deux ans). C'est lors de ces périodes de vulnérabilité maximale que la sous-nutrition ou malnutrition a des conséquences durables et irréversibles pour la santé et le développement des individus.
- Responsable du bien-être du foyer : c'est souvent sur leurs revenus propres qu'elles prennent soin des enfants et du ménage.
- Agricultrice : Enfin, les femmes se consacrent principalement à des cultures vivrières et à la culture de denrées autoconsommées qui impactent le niveau nutritionnel de la famille mais elles disposent d'un accès faible aux ressources et aux services agricoles.

Pour maximiser l'impact des programmes agricoles sur la nutrition des populations, certains points sont mis en avant comme étant moteurs d'impacts nutritionnels.

Le type d'activités agricoles à privilégier

Un éventail assez large d'activités agricoles sensibles à la nutrition sont recensées (voir par exemple le cadre programmatique de la FAO ou les autres sources citées dans la bibliographie). Parmi elles, la promotion de jardins maraichers individuels est parmi les plus recommandées pour générer l'amélioration du statut nutritionnel des ménages : l'amélioration de la disponibilité des denrées par l'autoconsommation et la diversification alimentaire potentielle que ces jardins proposent sont des facteurs favorables à une meilleure nutrition.

L'augmentation de la production de denrées à plus forte valeur nutritionnelle par l'utilisation de semences de variétés adéquates et/ou par une production de denrées plus diversifiées sont aussi des activités recommandées de manière quasi systématique dans les analyses et les travaux pour maximiser les impacts des programmes agricoles sur la nutrition des populations.

L'éducation nutritionnelle

C'est l'activité nutritionnelle qui apparaît comme la plus facilement intégrable à des programmes agricoles. Les activités peuvent aller d'une simple promotion de la nutrition

² Voir ROSA Newsletter 32, 2011. >>>

(et donc de meilleures pratiques d'alimentation, voire d'hygiène et de soins) lors de programmes courts jusqu'à des activités visant un véritable changement de comportement lors de programmes plus longs. Les femmes et les groupes de femmes sont souvent les premières visées par ces volets mais de nombreux organismes préconisent de cibler également les hommes. Les moyens de communication recensés sont variés (visites à domicile, activités de groupe, médias de masse, écoles). Les contenus portent cependant sur un éventail de sujets plus restreint que dans un programme d'éducation nutritionnelle classique :

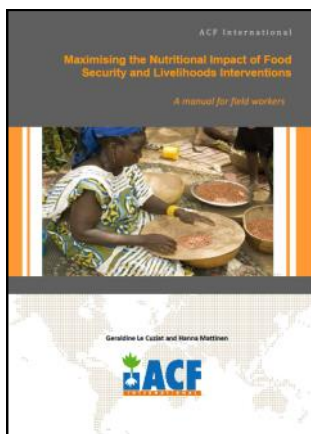
- rapprochement des messages nutritionnels des interventions agricoles pour montrer le lien entre les deux notamment l'importance de la préservation et du stockage des aliments afin d'éviter les pertes en nutriments des aliments ;
- promotion de la culture et la consommation de nourriture riche en nutriments disponibles localement ;
- aide au choix d'une nourriture saine et équilibrée, la différenciation des besoins nutritionnels des différents membres de la famille et les préparations alimentaires;
- diversification des approvisionnements en nourriture pour ne pas être dépendant (saisonnalité).

Pour conclure

L'évolution de certains programmes agricoles vers des programmes sensibles à la nutrition semble à même d'apporter de réels progrès dans la lutte contre la malnutrition. Au-delà d'une conception et d'une mise en œuvre plus adaptées des programmes, il sera aussi nécessaire de se pencher sur la formation et la sensibilisation des acteurs de développement agricole et rural aux concepts et enjeux nutritionnels, et plus globalement sur la conception de cadre stratégique et de politique à l'échelle nationale qui tiennent aussi compte des enjeux nutritionnels.

Bibliographie

- FAO, Synthèse des principes sur l'agriculture au service de la nutrition, 2013 [>>>](#) (en anglais)
- UNSCN, Recommandation clés pour améliorer la nutrition à travers l'agriculture, 2013: [>>>](#) (en anglais)
- World Bank, Améliorer la nutrition à travers des approches multisectorielles. Agriculture et développement rural, 2013 [>>>](#) (en anglais)
- IFPRI, Leveraging Agriculture for Improving Nutrition and Health, 2011 [>>>](#)
- CGIAR, Agriculture For Health and Nutrition Program (A4HN) [>>>](#)
- Briefing de Bruxelles, La sécurité nutritionnelle dans les pays ACP: le rôle central de l'agriculture (Reader), 2011 [>>>](#)
- Conclusions of the Council of the European Union on food and nutrition security in external assistance, May 2013, [>>>](#) (en anglais)
- Commission européenne, La lutte contre la sous-nutrition dans l'assistance extérieure, Reference document, 2011, [>>>](#)
- Save the Children UK, Harnessing the potential of agriculture to tackle malnutrition" in A life free from hunger (chapter 4 in *A life free from hunger*), 2012 [>>>](#) (en anglais)
- ACF International, Optimiser l'impact nutritionnel des interventions sécurité alimentaire et moyens d'existence. Manuel pour les professionnels de terrain, 2011 [>>>](#)





Vers l'Année internationale de l'agriculture familiale

Le Forum rural mondial a travaillé activement à la promotion de l'idée d'une année internationale de l'agriculture familiale (AIAF). **Laura Lorenzo** et **José Antonio Osaba**, coordinateurs de la campagne au sein du FRM, reviennent sur les principales étapes de la campagne et expliquent les enjeux de l'AIAF.

D'où vient le projet d'année internationale pour l'agriculture familiale ? Quelle est la spécificité de cette initiative par rapport à celles déjà existantes dans le domaine ?

Le Forum rural mondial¹ (FRM), dès son origine, a suivi de près les politiques liées à l'agriculture familiale à travers la participation à différents événements, des publications, des initiatives de plaidoyer, etc. Néanmoins, nous avons remarqué l'absence d'un événement marquant au niveau international qui créerait un vrai réel élan en faveur de l'agriculture familiale.

Fin 2007, le FRM est parvenu à l'idée de promouvoir l'agriculture familiale à travers une année internationale proclamée par l'ONU. La meilleure occasion pour faire connaître cette proposition largement a été la célébration du 2nd Forum paysan à Rome en février 2008. Cette réunion, organisée par le FIDA a réuni des organisations paysannes du monde entier.

A partir de là, le FRM a coordonné une campagne de 3 ans pour promouvoir l'AIAF. Cette campagne importante a impliqué de nombreuses organisations (agricoles, ONG, académique, de recherche, etc.), des gouvernements et des institutions internationales. Ce large soutien a permis que la proposition soit adoptée à l'unanimité lors de la conférence de la FAO de juin-juillet 2011. Puis l'Assemblée Générale des nations-unies a donné son accord à l'AIAF-2014 le 22 décembre 2011.

Un élément remarquable de l'AIAF-2014 est qu'il s'agit de la première fois qu'une année internationale des nations-unies est issue d'une initiative de la société civile. L'objectif de l'AIAF-2014 est aussi d'aller au-delà de l'habituelle de promotion d'un sujet. Nous souhaitons que cette initiative puisse faire émerger des politiques plus favorables aux petits agriculteurs familiaux, selon les différentes formes rencontrées sur les 5 continents.



Présentation de l'AIAF-2014 à la presse en Côte d'Ivoire - INADES Formation

Nous considérons que l'agriculture familiale est bien plus qu'un modèle d'économie agraire. C'est le socle d'une production agricole et alimentaire durable, et une condition nécessaire pour progresser vers la sécurité et la souveraineté alimentaires et la gestion durable des ressources naturelles terrestres et maritimes. L'agriculture familiale est aussi la fondation de dimensions culturelles importantes dans la plupart des pays et, en définitive un pilier fondamental du développement, bien au-delà des 1,5 milliard de personnes impliquées directement dans cette activité.

Maintenant que l'AIAF-2014 a été adoptée par les institutions internationales, comment garantir que les organisations paysannes et les sociétés civiles restent au cœur de l'initiative ?

Durant la campagne, l'implication de ces acteurs dans l'organisation de l'AIAF a été largement discutée. Toutes les parties prenantes, notamment les institutions internationales et les gouvernements, se sont mises d'accord sur un cadre articulé à 2 niveaux qui permette la plus large participation et la bonne coordination des actions organisées dans le cadre de l'AIAF-2014.

Au niveau national, les Comités Nationaux sont l'organe principal de coordination pour la société civile et les organisations paysannes (voir encadré 1).

¹ Le FRM est le résultat du Congrès international sur le commerce et le développement rural qui s'est tenu en Novembre 1988 à Vitoria (Espagne). Il devint un forum de rencontre, d'analyse et d'observation du développement rural. Il a développé des partenariats avec des universités et des centres de recherche, des organisations paysannes et des ONG. www.ruralforum.net et www.familyfarmingcampaign.net

Afin de permettre la collaboration entre les différents comités nationaux, un second niveau de coordination est prévu aux échelles régionale, continentale et internationale. Au niveau régional, lorsqu'elles sont présentes, les fédérations d'organisations paysannes coordonnent les activités liées à l'AIAF en matière de dialogue politique et de promotion du rôle des agricultures familiales afin d'augmenter les investissements publics. Au niveau international, un comité consultatif rassemble les principaux acteurs nationaux et régionaux de la société civile et des organisations paysannes impliqués dans l'initiative. Le FRM assure le secrétariat de ce comité. Son action se concentre principalement sur la communication et le plaidoyer politique.

Le FRM participe aussi au comité de pilotage international de l'AIAF-2014 créé par la FAO. Ce comité de pilotage comprend 12 gouvernements représentant les différentes régions, la Commission européenne, 4 agences internationales (FAO, FIDA, PAM, Biodiversity), la Via Campesina et l'Organisation mondiale des agriculteurs. Ce comité a pour rôle de planifier les événements principaux et les études qui auront lieu dans le cadre de l'AIAF-2014.

Encadré 1 : Fonctionnement d'un comité national

Il s'agit d'un groupe d'organisations de la société civile – organisations agricoles, paysannes, rurales, ONG, – qui décident de se rassembler pour impulser l'AIAF-2014 et ses idées dans chaque pays. Suivant les pays la composition des comités varie largement : le leadership peut être assuré par des organisations paysannes (par exemple la Confédération paysanne du Faso au Burkina), des ONG (4 ONG en Equateur), des instituts de formation (INADES en Côte d'Ivoire), le mouvement Slow Food en Italie, etc.

Le principe est de regrouper toutes les organisations qui souhaitent s'impliquer sur le sujet, qu'elles soient à l'origine de la campagne ou bien qu'elles rejoignent l'initiative en chemin. La définition des objectifs et des activités est laissée au soin de chaque comité tout en respectant le cadre général de l'AIAF.

L'idée est que les comités puissent peser au niveau national sur les politiques et réglementations qui affectent les agriculteurs familiaux. Les liens avec les acteurs gouvernementaux sont donc encouragés afin de faire évoluer les positions dans les différents pays. De même la FAO a reçu de l'ONU le mandat d'organiser l'AIAF et les bureaux de chaque pays sont donc invités à participer à l'effort de coordination et d'animation.

Au mois d'août 2013, 25 comités nationaux étaient déjà formés, essentiellement en Afrique et en Amérique latine. En Asie, l'Inde et le Népal ont formalisé des comités, ainsi que 5 pays d'Europe (Italie, France, Belgique, Suisse et Slovaquie).

Pouvez-vous présenter les principaux événements qui auront lieu en 2014 ? Quels résultats attendez-vous de l'AIAF-2014 ?

Il y a un programme officiel qui est développé par la FAO auquel le FRM et les organisations paysannes ont contribué. Il inclut un large panel d'événements (dialogues régionaux, conférences internationales) et des études commandées par le comité de pilotage. L'AIAF-2014 sera officiellement lancée depuis le siège de l'ONU le 2 novembre. En 2014, parmi différents événements (voir encadré 2), le FRM organise une grande conférence internationale à Bilbao (Espagne) en octobre. Néanmoins, nous devons insister sur le fait que l'essentiel de l'action autour de l'AIAF-2014 va se dérouler au niveau national, là où les défis sont les plus importants pour promouvoir des politiques de soutien à l'agriculture familiale.

Les résultats attendus sont liés aux changements des agendas politiques des gouvernements nationaux et régionaux et des institutions internationales sur l'importance de

Encadré 2 : AIAF-2014 et la Commission européenne

La Commission européenne a lancé le 3 août une **consultation publique en ligne** sur le rôle de l'agriculture familiale afin d'identifier les principaux enjeux et les priorités pour l'avenir. La consultation est ouverte jusqu'au 11 octobre 2013 >>>

La CE va démarrer l'AIAF-2014 par une **conférence internationale** qui se tiendra à Bruxelles le 29 novembre 2013 : « Agriculture familiale: un dialogue en faveur d'une agriculture plus durable et plus résistante en Europe et dans le monde ». Cette conférence est organisée par la DG de l'agriculture et du développement rural >>> (*lien en anglais*)

l'agriculture familiale pour contribuer à la sécurité alimentaire et à l'amélioration des moyens d'existence. Les efforts collectifs doivent être réunis dans cette direction. Un autre enjeu important est la reconnaissance du statut spécifique des femmes en milieu rural. La meilleure reconnaissance sociale et politique des agriculteurs et des pêcheurs traditionnels est aussi un résultat attendu de cette initiative.

Événements à venir

23-25 Septembre : Nutrition and health outcomes: targets for agricultural research - Science Forum 2013, ISPC, BMZ, Bonn (Allemagne) [>>>](#)

2 Octobre : Les facteurs du succès pour la transformation agricole en Afrique - Briefing de Bruxelles, CTA [>>>](#)

26-27 Novembre : journées européennes du développement - Programme thématique sécurité alimentaire, résilience et nutrition, Bruxelles [>>>](#)

N'hésitez pas à poster des événements à venir sur le plateforme collaborative du Rosa [>>>](#)

Événements passés

● **Nouvelles approches unifiées pour mettre un terme à la faim en Afrique (titre traduit) - Réunion de haut-niveau des dirigeants africains et internationaux, FAO, UA, Instituto Lula, Addis Abeba, 29 juin-1er juillet 2013** : La Commission de l'Union africaine, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Instituto Lula ont organisé une réunion des dirigeants africains et internationaux en vue de convenir d'une approche radicale pour mettre un terme à la faim en Afrique d'ici 2025, fondée sur des partenariats renouvelés dans le cadre du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) et des leçons tirées de l'expérience du Brésil et d'autres pays qui ont réalisé des progrès substantiels dans leur programme Défi Faim Zéro. Les chefs d'Etats et les autres participants à la réunion ont publié une déclaration commune dans laquelle ils rappellent leurs engagements vers un appui renforcé au secteur agricole et s'engagent aussi à consacrer des lignes budgétaires à la protection sociale, avec un soin apporté à la nutrition. [>>>](#)

● **La pisciculture: Le nouveau moteur de l'économie bleue - Briefing de Bruxelles, CTA, secrétariat ACP, Bruxelles, 3 juillet 2013** : Ce 32e briefing de Bruxelles a rassemblé plus de 70 participants qui ont partagé leurs expériences dans le domaine de la pisciculture, en mettant l'accent sur son rôle dans la croissance de l'économie bleue dans les pays ACP. L'événement était constitué de deux parties: la première fournissait un aperçu des concepts clés, des systèmes existants, des défis et des opportunités dans le domaine de l'aquaculture, en particulier pour les pays ACP, en lien avec les questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle, de gestion de la santé et de durabilité. La seconde partie présentait des résultats obtenus dans le domaine de la pisciculture dans les régions de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. [>>>](#)

ACTUALITÉS DU RÉSEAU



Nouvelles de la Commission

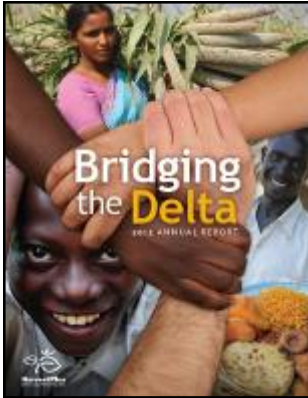
● **Communication de la Commission - Après 2015: Vers une approche globale et intégrée du financement de l'éradication de la pauvreté et du développement durable**: Le 16 juillet dernier, la Commission européenne a adopté cette nouvelle communication sur le financement de la lutte contre la pauvreté et du développement durable. Elle s'inspire du document d'orientation publié en début d'année « Une vie décente pour tous : éradiquer la pauvreté et offrir au monde un avenir durable » qui insiste sur ce qu'il faut faire pour lutter contre la pauvreté dans l'agenda international du développement (post-2015). La présente communication s'intéresse à la manière de financer ce cadre post-2015 à travers une approche commune au niveau européen.

La communication détaille les différentes sources de financement disponibles : fonds publics domestiques, fonds publics internationaux, fonds privés, et leur importance relative dans les pays en développement. Elle liste ensuite les principes pour une approche intégrée et globale parmi lesquels : considérer toutes les ressources financières de manière globale ; hiérarchiser les ressources et les priorités au niveau des pays ; concentrer les efforts de la finance publique internationale vers les pays qui en ont le plus besoin.

M. Andris Piebalgs, commissaire au développement, a tenu à saluer l'initiative de la communication : « *Il s'agit là d'une nouvelle étape essentielle dans la mise en place du futur cadre pour l'après 2015. Pour que notre politique progresse, nous devons utiliser toutes les ressources disponibles et rechercher de nouveaux moyens, innovants et fiables, de financer l'éradication de la pauvreté et de parvenir à un développement durable à long terme.* » [>>>](#)

Nouvelles ressources en ligne

● **Quels indicateurs anthropométriques permettent d'identifier une femme enceinte comme étant en malnutrition aiguë et de prédire des effets indésirables à la naissance dans le contexte humanitaire ? Médecins sans Frontières Suisse et Plos — juin 2013** : Actuellement il n'y a aucun consensus sur la façon d'identifier les femmes enceintes comme étant gravement sous-alimentées et sur le moment d'entrée de ces dernières dans les programmes nutritionnels. MSF Suisse a entrepris une revue de la littérature dans le but de déterminer les valeurs des indicateurs anthropométriques de malnutrition aiguë des femmes enceintes qui sont associés à des effets indésirables sur l'enfant (tels que le faible poids de naissance, les naissances prématurées et de retard de croissance intra-utérin). La recherche documentaire (réalisée à partir de PUBMED) couvre du 1er janvier 1995 au 12 septembre 2012, prenant en compte les mesures anthropométriques maternelles et de grossesse. L'examen a porté sur le contexte humanitaire. La circonférence brachiale a finalement été identifiée comme un indicateur pertinent à privilégier. ([document en anglais](#)) >>>



● **Le rapport annuel de Harvest Plus – juillet 2013** : Harvest plus, organisme travaillant sur des programmes de biofortification, a publié le 2 juillet 2013 son rapport annuel 2012. Ce rapport met l'accent sur les quatre temps forts de l'organisme en 2012 : i) La réussite du programme de biofortification en vitamine A des patates douces à chair orange en Ouganda, faisant l'objet d'un article dans Journal of nutrition. Ainsi que ses autres programmes. ii) L'expansion d'Harvest Plus sur le continent sud américain et les caraïbes (le programme AgroSalud). iii) L'obtention du statut d'observateur à la Commission alimentation de l'IFPRI. iv) Le rattachement de l'organisme au programme de recherche du CGIAR A4NH (research program on agriculture for nutrition and health). ([document en anglais](#)). >>>



● **Les indices et les cartes de la faim dans le monde : un outil de plaidoyer pour agir, Kenya medical research institute – juin 2013 (titre traduit)** : Une carte mondiale, première du genre, des indices des carences en micronutriments — un problème de santé publique qui touche 2 milliards de personnes dans le monde entier et entrave le développement économique — permet de conclure que les points critiques de la faim insoupçonnés sont en Afrique subsaharienne, en Inde et en Afghanistan. Ils sont graves dans de nombreux pays en Asie centrale/du Sud-Sud-est. Développés par le think tank Sight and Life, ces cartes "de la faim cachée" et le classement des pays offrent à la communauté internationale un outil factuel pour cibler la lutte contre les multiples carences en micronutriments, essentielle à la réalisation des objectifs du Millénaire. ([document en anglais](#)) >>>



● **Politiques agricoles et finances publiques en Afrique : éléments de suivi et d'évaluation depuis Maputo, Inter-réseau et SOS faim, bulletin de synthèse souveraineté alimentaire – Juin 2013** : Dans ce document synthétique, Inter-réseau et SOS Faim reviennent sur les engagements de Maputo en 2003. Les Etats africains avaient lancé le Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique avec pour objectif d'allouer 10% des RNB à l'agriculture. Dix ans après, les investissements publics dans l'agriculture ont-ils progressé ? Ce travail montre que la majorité des pays africains n'ont pas atteint le seuil des 10%. Il aborde également la difficulté à évaluer les dépenses publiques agricoles sur le continent africain et le manque de transparence à ce niveau. >>>

● **Revue semestrielle de la stratégie régionale au Sahel, OCHA/ONU – juillet 2013** : L'ONU a publié son examen semestriel de sa stratégie du Sahel. Elle y conclut que la sécurité alimentaire et la nutrition dans le Sahel se sont quelque peu améliorées depuis la crise aiguë de 2012, grâce à l'amélioration des récoltes et les pluies. Cependant, les effets de cette dernière crise ne s'effacent pas si rapidement. L'évaluation, l'analyse des tendances et la surveillance des prix en 2013 suggèrent que la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle restent précaires pour les plus vulnérables. Plus de 11 millions de personnes dans l'ensemble de la région continuent de vivre dans l'insécurité alimentaire. Cinq millions d'enfants de moins de cinq ans et de femmes enceintes ou allaitantes restent proches du statut de malnutrition aiguë, en particulier

dans les zones à haut risque comme le nord du Mali et parmi les réfugiés maliens au Burkina Faso, Mauritanie et Niger. Enfin les prix des céréales restent très élevés : dans certaines régions aussi élevées que 50% de plus que la moyenne quinquennale. (*document en anglais*) [>>>](#)

● **Intégration des interventions en sécurité alimentaire et moyens d'existence et en nutrition, Lettre technique d'information, ACF – Août 2013** : Cette lettre postée sur le site du Rosa présente des programmes récents sensibles à la nutrition mis en place par ACF dans une variété de contextes: analyse causale de la malnutrition au Tchad et surveillance au Burkina; protection sociale au Nigeria; jardins potagers en Afghanistan, en République Centrafricaine et au Myanmar; approche totalement intégrée au Pakistan; interview d'Anna Herforth. [>>>](#)

Ressources externes et blogs

● **Le lancement du site internet de l'initiative Zero Hunger** : Le site internet de l'initiative Zero Hunger a été lancé dernièrement pour mener une action spécifique de soutien au défi Faim Zéro des Nations Unies. Cette initiative rassemble des individus et organisations unifiées autour de l'objectif commun de mettre fin à la faim et la malnutrition dans le monde. (*site en anglais*) [>>>](#)

● **FAO Statistical Yearbook 2013** : Publié tous les ans, le relevé statistique de la FAO est un recueil répertoriant des données sur les grandes tendances agricoles et alimentaires mondiales. Pour chaque domaine thématique, de brèves analyses des tendances sont associées à des visualisations graphiques de données ainsi qu'à des tableaux avec des indicateurs clés. L'ouvrage traite notamment les thématiques suivantes : le capital et l'investissement ; le changement climatique ; la disponibilité alimentaire ; la production alimentaire et le commerce ; les prix des denrées alimentaires ; la faim et la malnutrition ; les conséquences de l'instabilité politique et les catastrophes naturelles et humaines sur la sécurité alimentaire ; l'état des ressources agricoles de base et enfin l'impact sur l'environnement. (*document en anglais*) [>>>](#)

Contacts :

EuropeAid-ROSA@ec.europa.eu
animation@reseau-rosa.eu

Ce bulletin est rédigé par l'équipe du Gret, chargée de l'animation du ROSA.

Le réseau est une initiative d'EuropeAid C1 (Développement rural, sécurité alimentaire et nutrition) en collaboration avec EuropeAid R7 (Formation, gestion des connaissances, communication interne, documentation).

Les points de vue exposés ne représentent en aucun cas le point de vue officiel de la Commission Européenne

Crédits photo : Commission Européenne/EuropeAid et INADES